



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Economie globale, alimentaire, agricole et rurale

Louis Malassis

Citer ce document / Cite this document :

Malassis Louis. Economie globale, alimentaire, agricole et rurale. In: Économie rurale. N°219, 1994. pp. 29-32;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1994.4592>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_219_1_4592

Fichier pdf généré le 08/05/2018

POINTS DE VUE

Editorial :

Diverses rubriques viennent, selon les circonstances, compléter les articles et notes présentés dans chaque numéro de la revue. Outre les "Notes de lecture" et les "Débats et controverses", maintenant bien connus des lecteurs, une rubrique "Points de vue" permettra aux économistes ruraux de s'exprimer brièvement sur des questions d'actualité. Elle est inaugurée aujourd'hui par Louis Malassis.

Nous souhaitons ainsi stimuler la discussion et manifester la présence des chercheurs sur les questions en débat dans la société.

Philippe LACOMBE

ECONOMIE GLOBALE, ALIMENTAIRE, AGRICOLE ET RURALE

Louis MALASSIS*

L'Europe s'enfonce dans la crise

Le Modèle Fordien des hauts salaires, des hautes productivités et des bas prix, ainsi que de forte compétitivité internationale, qui a conduit l'Europe à la société de consommation de masse, fonctionne de manière inacceptable, à partir du moment où une partie des travailleurs sont marginalisés par le chômage. Celui-ci devient en effet la condition pour tenter de maintenir les avantages du modèle aux privilégiés qui conservent leurs activités. Mais le chômage de grande ampleur, moralement inacceptable, risque d'être politiquement ingérable à long terme.

Le libre-échange généralisé à l'échelle mondiale n'a jamais rempli les conditions permettant de diffuser le bien-être, comme l'affirme la théorie des avantages relatifs. Les délocalisations industrielles de l'Occident vers les gisements de travail bon marché détruisent une partie de l'emploi dans les pays développés. Ils correspondent, par leurs effets, à un processus de migration de travailleurs sous-payés. L'extraordinaire flux de capitaux spéculatifs à l'échelle mondiale est un facteur fondamental de l'instabilité des taux de change.

Le libre-échange généralisé pourrait conduire à terme à une disparition d'une partie de l'agriculture occidentale au profit de pays qui bénéficient d'avantages structurels (grande surface par unité de travail et par exploitation), augmentant ainsi le nombre de chômeurs et accélérant la désertion des campagnes. Seule l'exportation permet, dans les pays ayant atteint la saturation alimentaire énergétique, comme en Europe du nord, de maintenir l'emploi agricole. Dans un ensemble institutionnalisé, et économiquement relativement homogène, comme la CEE, la

concurrence et les avantages comparés peuvent pleinement jouer et être sources de remarquables progrès. Sans tomber dans le ridicule d'un protectionnisme inacceptable, le libre-échange devrait s'exercer au sein d'institutions définies et dans des ensembles économiques relativement homogènes. La CEE apparaît ainsi, comme un système de développement de l'Europe, et de protection contre les prétentions mystificatrices d'un libre-échange généralisé à l'échelle mondiale, qui n'est en réalité qu'un instrument de puissance. C'est dans le cadre d'une Europe construite et puissante, résolue à assumer son destin, que l'analyse de la politique agricole prend finalement toute sa signification.

La politique agricole composante de la politique globale

Le danger est grand de s'enfermer dans l'agricole pour traiter du devenir de l'agriculture, et en France, une forte tradition va dans ce sens. Il faut résolument traiter du devenir global -comme problème de société- et cesser de traiter de l'avenir des ménages agricoles en termes exclusivement agricoles. Plus précisément, le devenir agricole devrait s'envisager dans ses rapports avec l'alimentaire, le rural et le global. C'est par l'analyse du jeu des interdépendances sectorielles et des effets de localisation qui en résultent, que peut se construire une politique réaliste de notre devenir.

Le dossier alimentaire

Environ 90 à 95 % de la production agricole européenne est faite de produits agricoles matières premières alimentaires. L'agricole et l'alimentaire sont donc étroitement liés. La croissance du pouvoir d'achat des

* Président de l'Association Internationale d'Economie Agricole et Agro-alimentaire (AIEA 2).

consommateurs, continuelle dans l'après-guerre, a permis d'atteindre le stade de la consommation de masse, puis celui de la société de saturation énergétique alimentaire moyenne. La consommation moyenne se situe aux environs de 3 500 calories par habitant et par jour, avec une forte proportion de calories animales (30 à 40 %).

La substitution des calories animales aux calories végétales dans la ration finale a entraîné une accélération de la croissance agricole, puisqu'il faut en moyenne 7 calories végétales pour obtenir une calorie animale. La croissance du pouvoir d'achat des consommateurs a facilité le développement des élevages industriels et fait les beaux jours des marchés céréaliers. Mais la saturation en calories finales et animales est maintenant en moyenne atteinte, au moins en Europe du nord, puisque la consommation par tête n'augmente plus. Certes, la dépense alimentaire par tête continue d'augmenter en valeur absolue, mais la dépense additionnelle bénéficie essentiellement aux industries alimentaires qui produisent les "aliments services", et à la restauration qui vend des "aliments servis".

Dire que nous avons atteint en moyenne la saturation alimentaire énergétique ne signifie pas que la consommation alimentaire soit nutritionnellement satisfaisante, ni que la faim ou la sous-nutrition soit éliminée. La CEE a plus de 10 % de sa population active au chômage et, en France, environ 5 % de la population totale dispose d'un revenu inférieur au SMIC (CES).

En Europe, comme dans les pays les plus riches, une partie de la population vit en état de sous-consommation alimentaire. Il est clair que la croissance économique est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour éliminer la sous-consommation alimentaire. L'élimination de la faim dans les sociétés riches, excédentaires en produits alimentaires, dont "ils ne savent que faire", passe par la mise en œuvre de politiques alimentaires appropriées. La sécurité sociale en procède (mais elle n'a pas été faite pour cela), le RMI est une conquête fondamentale, mais nous avons encore besoin des "restaurants du cœur".

La nouvelle PAC, qui prétend tirer sa légitimité d'excédents invendables, sans prendre en considération la sous-alimentation d'une partie de la population européenne, est une politique de marchands sans conscience. L'Europe devrait avoir une politique alimentaire, et pas seulement une politique agricole. Les agriculteurs devraient être de vigoureux partisans de l'élévation des bas revenus, puisque c'est seulement pour ces catégories défavorisées qu'il existe un marché alimentaire potentiel.

Si la saturation alimentaire moyenne est perceptible en Europe du nord, elle ne l'est pas dans l'Europe du sud où existent d'importantes marges de croissance de la consommation, notamment en calories animales. Car il y a deux Europes, celle du sud et celle du nord, à pouvoir d'achat relativement faible et fort et à niveaux de consommation alimentaire relativement faible et fort, tant ces deux phénomènes sont étroitement liés. Le marché intérieur n'est donc pas saturé, contrairement à des

affirmations courantes. Une partie de la population européenne manque encore de pouvoir d'achat.

A la demande intérieure s'ajoute la demande extérieure, et l'Europe, et notamment la France, ont fait les progrès que l'on sait. La France est le second exportateur de produits agro-alimentaires. Les produits des IAA représentent les 2/3 des exportations et du solde net positif des échanges agro-alimentaires. Ces exportations sont destinées pour l'essentiel au Marché commun.

Dans ce domaine, la PAC a été décisive, et l'on comprend que les agriculteurs soient attachés à la préférence communautaire. La PAC, et ne l'oublions pas, le développement des industries alimentaires, ont joué un rôle décisif dans le développement agricole et la création de valeur ajoutée.

Le développement des exportations alimentaires contribue aux débouchés réels de l'agriculture. La réduction des exportations aggraverait la situation des agricultures exportatrices et accélérerait la désertion des campagnes. Or, il est clair que la société doit éviter d'ajouter en ce moment des chômeurs paysans à la masse des chômeurs urbains. Ce n'est pas en période de sous-emploi que l'on peut prétendre restructurer l'agriculture, mais en période de plein emploi. D'autre part, dans un pays comme la France, les exportations agro-alimentaires sont une composante fondamentale de l'équilibre de la balance des paiements.

Mentionnons que, dans le domaine des importations, l'agriculture européenne demeure fortement tributaire du marché international pour ses protéines fourragères. L'Europe s'est lancée dans l'élevage industriel avec une composante seulement de la base fourragère : les céréales, mais sans la production nécessaire de protéagineux. L'Europe demeure fortement importatrice de protéagineux provenant notamment des Etats-Unis. Les Pays-Bas, et d'autres ont fort bien compris l'intérêt qu'il y avait à importer des protéines au cours mondial, et à vendre des produits laitiers au cours européen. On a calculé que, vers 1980, les Pays-Bas importaient une "surface fourragère" équivalente à celle de leur propre production.

Si l'on ajoute à cela, le prix relativement élevé des céréales, on comprend le développement des importations de produits de substitution (PSC). Les rapports de prix perturbent le marché européen et provoquent des déséquilibres regrettables. Il faut négocier en recherchant l'avènement de marchés mieux équilibrés.

La faim dans le monde est un argument souvent avancé pour aller dans le sens d'une croissance de la production. Il nous paraît pourtant nécessaire de détruire un raisonnement de facilité. Ce n'est pas parce que des hommes ont faim qu'il y a des débouchés réels pour l'agriculture. L'histoire de l'humanité est faite de sous-alimentation, de disettes et de famines pour les populations pauvres. L'humanité n'a pas encore gagné son vieux combat contre la faim. Pour cela, il faut résoudre simultanément, d'une façon ou d'une autre, le problème du

pouvoir d'achat alimentaire et celui de la production agricole.

La conquête de nouveaux débouchés passe par la réduction de la pauvreté dans le monde et la mise en œuvre de politiques alimentaires et pas seulement agricoles. Mais c'est incontestablement, dans le développement économique, créateur de pouvoir d'achat et de produits, et non dans l'aide alimentaire, que réside l'avenir du Tiers monde.

Il n'est toutefois pas sûr que les pays du Tiers monde puissent parvenir à se nourrir eux-mêmes. Certes, ils ont "le droit de le faire", faut-il encore qu'ils le puissent. C'est-à-dire qu'ils puissent porter leur productivité agricole à un niveau compatible avec leur niveau de consommation. Ceci signifie, dans certains d'entre eux, une croissance exponentielle de leur production sur une longue période de temps, supérieure à celle de leur population : l'ajustement est peu probable.

Il n'est pas douteux que la création d'un pouvoir d'achat, par des politiques de développement et des politiques alimentaires appropriées, permettraient de créer des débouchés pour l'agriculture à l'est comme au sud. Mais il faut cesser de confondre marché potentiel et marché réel.

Il reste une autre possibilité d'accroître la demande agricole, par le développement des débouchés non alimentaires. Il s'agit là encore d'une perspective, souvent utilisée pour entretenir le moral des agriculteurs. Dans ce domaine, l'agriculture n'a cessé de perdre des débouchés au cours de l'histoire, il suffit de mentionner les substitutions industrielles dans le domaine du bois, des textiles, des colorants, du cuir, de l'énergie auxiliaire (traction mécanique substituée à la traction animale) etc... Au stade des biotechnologies, pouvons-nous espérer un changement radical ? Ce n'est pas certain. De toute façon, l'évolution dépendra de l'orientation des recherches et de l'évolution des coûts relatifs. Quelle part de son budget l'INRA consacrerait-il à la substitution des produits d'origine agricole à ceux d'origine industrielle et à l'intérêt économique et social de telles substitutions ?

La politique agricole ne saurait être seulement une politique de gestion de l'offre, il faut aussi faire preuve d'imagination pour trouver des modalités concrètes de réaliser la demande potentielle, tout en cessant de s'abriter derrière des formules sans portée réelle. Il est profondément regrettable que la politique agricole de la Communauté soit centrée sur la gestion de l'offre et si peu sur la gestion de la demande.

Le dossier rural

Soutenir la production agricole est certainement un moyen de contribuer à des campagnes vivantes. Mais ne nous y trompons pas, condition sans doute nécessaire, elle est loin d'être suffisante.

Dans l'après-guerre, les agriculteurs européens ont construit des agricultures à très haute productivité. Comme il arrive, à toutes les professions pour lesquelles

la productivité croît plus vite que la demande, ils ont été victimes de ce que Schumpeter a appelé le "processus de destruction créatrice" : en produisant plus par tête, ils sont devenus moins nécessaires en nombre. La population agricole et le nombre d'exploitations ont donc considérablement diminué.

Le peuplement rural s'est réduit et il est dans de nombreuses régions tombé en dessous de l'optimum. Certains en viennent à penser qu'il faut réduire la productivité du travail agricole, comme si l'histoire constante de l'homme n'était pas de vouloir produire plus en travaillant autant, ou de produire autant en travaillant moins et mieux. C'est en maximisant les débouchés agricoles et la qualité des produits que l'on maximisera la population agricole.

Mais, malgré les efforts qui peuvent être faits en vue de soutenir la production agricole, il est peu probable que l'optimum de peuplement rural puisse être atteint par la seule activité agricole, parce que le nombre d'agriculteurs nécessaires diminue et parce que l'activité agricole tend à se concentrer.

La croissance économique a été réalisée, jusqu'à nos jours, en relation avec la croissance du pouvoir d'achat, par l'élévation des niveaux et la diversification de la consommation. Or, historiquement cette diversification a entraîné une diversification des activités localisées à peu près exclusivement en milieu urbain. Il en est résulté que, en milieu urbain, rares sont les ménages où tous les membres exercent la même activité.

Dans le milieu rural, la croissance de la productivité agricole plus rapide que celle de la consommation a entraîné, comme déjà dit, une diminution de la population agricole, qui n'a pas été compensée par une diversification des activités dans ce milieu. Il en est résulté un double phénomène de concentration urbaine-désertion rurale.

Il est facile d'expliquer le contenu historique de ce double phénomène par les conditions matérielles de la production et de l'aménagement du territoire. Mais ces conditions ont récemment changé : l'amélioration des moyens de communication et de télécommunication fait que l'on peut vivre et travailler à la campagne sans être agriculteur. La population rurale a commencé à augmenter et la diversification des activités des ménages agricoles est en cours. Ce phénomène est si nouveau, et il a paru si étrange aux organisations agricoles, que celles-ci ont mis quelques temps à l'accepter, en admettant qu'elles l'aient définitivement accepté.

Créer, ou plus exactement recréer des campagnes vivantes, base de paysages vivants, c'est créer de la valeur ajoutée dans les campagnes. Cela peut se faire par la diversification des ménages agricoles et par le transfert de ménages ayant des activités non agricoles, en implantant des usines et des services en milieu rural.

Ne voit-on pas que le phénomène des banlieues et celui de la désertion rurale sont des phénomènes liés ? Depuis toujours, le coût du logement a chassé les travailleurs

vers les banlieues, et la concentration urbano-industrielle a entraîné la laideur et le mal vivre. Pourquoi ne pas diversifier les activités en milieu rural ?

Soyons clairs, le problème rural n'est pas soluble par la politique agricole, mais par un redéploiement des activités entre villes et campagnes, impliquant, au-delà de l'aménagement rural, une vigoureuse politique d'aménagement du territoire. Des campagnes vivantes n'impliquent pas seulement le soutien de l'agriculture, elles supposent une imagination marquant une rupture avec le passé.

La diversification des activités en milieu rural doit aller de pair avec la diversification des activités des ménages agricoles. Maintenir, entre de grandes exploitations agricoles orientées vers la production de masse, un tissu d'exploitations plus petites, implique aussi la diversification de ces exploitations. On comprend que des "slogans" aussi maladroits que vouloir faire des paysans "des gardiens de la nature", ou "des conservateurs de paysages", provoquent de vives réactions de la part des agriculteurs. D'ailleurs, les paysans n'ont jamais été des conservateurs de paysages, mais des transformateurs actifs à l'échelle de l'histoire, car le paysage agraire a toujours été l'expression d'un espace aménagé pour produire, donc un espace changeant avec les conditions mêmes de la production.

Mais la diversification des activités des ménages agricoles, pour conserver un tissu spatial aussi dense que possible est une autre question. Elle doit s'étudier sérieusement par le passage de l'exploitation agricole à l'exploitation rurale. Celle-ci développe des activités nouvelles sous forme de productions artisanales, d'accueil à la ferme, d'activités agro-écologiques par des contrats appropriés et, une partie des membres de la famille agricole, grâce à la décentralisation urbaine des activités économiques et des services, trouve de nouveaux emplois. Ne nous y trompons pas, il ne s'agit pas d'assistance, que la vieille fierté paysanne refuse, mais d'une nécessaire adaptation à une économie changeante.

Le dossier agricole

Dans l'après-guerre, les agriculteurs européens ont été invités à développer leur production et, dans cette période de facilité, la politique agricole se confondait avec celle de la maximisation de la production. Les paysans ont accompli des prouesses techniques et culturelles, et ils ont construit l'une des agricultures les plus productives du monde. Les gains de productivité n'ont pas enrichi les agriculteurs, leurs revenus relatifs ont même diminué en Europe, et la croissance de la productivité a considérablement réduit le nombre d'agriculteurs nécessaires. Comment ne pas comprendre l'amertume et le désarroi des agriculteurs, compte tenu de l'extraordinaire effort de modernisation qu'ils ont mené à bien ? Certes, il faudrait introduire ici l'hétérogénéité de l'agriculture et approfondir l'analyse ; expliquer le phénomène de concentration des exploitations qui résulte de cette évolution.

Les paysans ont tellement changé, que l'on ne saurait les satisfaire avec les discours démagogiques qui jalonnent notre histoire. Les agriculteurs sont de mieux en mieux formés, calculent, usent de l'informatique. Peu de professions ont réalisé en si peu de temps de tels progrès : il faut leur rendre hommage pour la capacité d'adaptation dont ils ont fait preuve, eux, si souvent accusés de routine dans un passé récent.

Pour mieux vivre, la condition fondamentale serait que l'agriculture profite, au moins pour partie, des gains de productivité qu'elle génère. Nous voilà au cœur du jeu des quantités et des prix sur les filières alimentaires, et de l'évolution des prix relatifs au sein de l'économie européenne, en relation avec la structure des marchés et le rôle de l'Etat. Analyse encore bien peu faite. Mais les analyses dont nous disposons permettent d'affirmer que le jeu des marchés a été tel que l'agriculture a distribué à d'autres la plus grande partie des gains de productivité qu'elle a produits. Elle n'a donc guère bénéficié des progrès qu'elle a réalisés. Comment construire un système de régulation économique qui permettrait de mieux répartir les dividendes du progrès ?

Un nouveau contrat social

De ce qui précède, retenons que la politique agricole procède non seulement d'une gestion de l'offre, mais aussi de celle de la demande : de l'élévation du revenu des catégories sociales les plus défavorisées, d'une politique d'exportation réussie, de la découverte de débouchés non-alimentaires réels, d'une politique de réalisation de marchés potentiels, etc.

Mais cessons de parler de politique agricole quand il s'agit de bien autre chose : le pouvoir d'achat des catégories sociales défavorisées, de développement économique du Tiers monde, d'optimum de peuplement, de banlieues invivables et de campagnes désertes, de diversification des activités en milieu rural, de conservation de notre patrimoine, d'un choix de société.

La nation doit comprendre, que le moment est venu des choix fondamentaux qui engagent le long terme. Il s'agit de politique socio-économique globale, mais qui fait en sorte d'assurer des revenus décentes aux ménages agricoles, grâce à leurs activités traditionnelles et nouvelles, puisque nous considérons leur nombre comme une composante importante de notre équilibre social.

L'Europe doit affirmer haut et fort la société qu'elle veut. Le développement de la France passe par celui d'une Europe forte, qui face à la mystification du libre-échange généralisé à l'échelle mondiale, manifeste sa volonté d'une régulation par le marché, à l'intérieur d'institutions qui donnent un sens à cette régulation. Ces institutions, fondées sur une négociation qui préserve un développement répondant aux aspirations sociales des pays européens, sont finalement le véritable objet de la négociation du Gatt.